

Compte rendus

Les relations de la Chine avec l'extérieur

Viraphol Sarasin : Tribute and Profit, Sino-Siamese Trade 1652-1853. Harvard University Press : 1977. 419 p. In-4°.

L'auteur, né en 1946, appartient au très influent clan Sarasin (d'origine sino-thaï) dont sont notamment issus Phote, secrétaire général de l'OTASE et Premier ministre de Thaïlande en 1957, et Arsa, ministre des affaires étrangères de 1991 à 1992. Il est ambassadeur de Thaïlande aux Philippines depuis 1990.

Ce travail ajoute d'emblée, comme le rappelle la préface (VII-XI), une finalité politique à un objectif scientifique : élaboré dans le cadre de la redéfinition par la Thaïlande de ses relations avec la Chine au début des années 70, il a contribué, par l'explicitation de l'ancienneté des relations sino-siamoises, à légitimer historiquement l'ouverture de relations diplomatiques avec la RPC.

L'auteur dresse un vaste tableau des échanges de la Chine du Sud avec l'Asie du Sud-Est du XVII^e au XIX^e s. (qu'il divise en quatre périodes) dont l'ampleur dépasse largement le simple cadre du commerce sino-siamois. L'ouvrage se situe ainsi dans la lignée des travaux de Van Leur (*Indonesian trade and society*) et de Wang Gung-wu (*Nanyang hua jen*) et présente l'intérêt majeur de reposer sur une étude des sources chinoises, siamoises et japonaises qui apporte un indispensable contrepoint à l'analyse des sources occidentales et notamment hollandaises (*dagh-register* de Batavia). L'ambition du propos donne ainsi à l'ouvrage un caractère touffu où l'on peut regretter un manque de rigueur dans la chronologie et la qualité inégale des tableaux chiffrés (18 au total) que compense toutefois une grande richesse informative (comme l'important excursus sur l'approvisionnement en riz en Chine du Sud, p. 74-107). L'ouvrage comporte de surcroît une trentaine de pages de notes, une intéressante analyse critique des sources, une riche bibliographie (le tout d'une quarantaine de pages) et un index particulièrement utile comprenant les graphies en thaï, en chinois et en japonais.

L'introduction (1-6) pose le problème de l'ordre confucéen, où seule la reconnaissance symbolique de la suprématie impériale chinoise, matérialisée par le tribut, pouvait légitimer les échanges commerciaux entre Chinois de l'Empire et Barbares des confins. Les deux chapitres suivants présentent le contexte général du commerce siamois, extérieur (I, 7-19), avec le développement des ambitions hollandaises auxquelles répondent au Siam le renforcement des monopoles royaux et l'utilisation par la Couronne des marchands chinois, et la fermeture du Japon à partir de 1636 ; intérieur (II, 18-27), avec le contrôle du commerce international par la Couronne siamoise en liaison avec le bureau du Trésor.

Les chapitres III et IV décrivent ensuite la première période (1652-1720). Les échanges avec la Chine (III, 28-57), où se succèdent une phase de restriction due aux difficultés rencontrées par les Mandchous face aux loyalistes Ming qui tiennent le Guangdong et le Fujian (l'auteur rappelle le rôle des Zheng), où seul le tribut est autorisé, mais où se développe une importante contrebande, et une phase de libéralisation des échanges (1684-1717) après la conquête de Taiwan par les Qing. Et le cas particulier des échanges triangulaires avec le Japon (IV, 58-69), effectués par l'intermédiaire des Chinois du Sud, qui se rendent au Siam avant de partir pour Nagasaki.

La seconde période (1717-1776) est abordée sous deux autres angles, quantitatifs et structurels. Des pénuries alimentaires chroniques en Chine du Sud (V, 71-120) obligent les Qing à importer du riz siamois et donc à accorder au Siam le droit de commercer à l'extérieur du tribut (1727), puis à autoriser les Chinois du Sud à participer au négoce du riz, le commerce devenant (1750) contrôlé par les Hokkien et les Teew Chiew. La libéralisation des échanges entraîne alors le développement de structures communautaires (VI, 121-139) à Amoy, puis à Canton, qui institutionnalisent un système de garantie mutuelle et de cofinancement, comprenant quatre niveaux : les armateurs, les marchands résidents qui financent chaque expédition, les opérateurs (ou marchands-itinérants) et l'équipage (capitaine et marins). Les marchands résidents s'organisent en guildes (*yang-hong*), pour gérer les protections vis-à-vis de l'administration chinoise et créent notamment des guildes pour le commerce avec le Siam.

Trois chapitres décrivent ensuite la troisième période (1776-1834). Pour développer les échanges, la cour siamoise détourne à des fins commerciales la symbolique du tribut (VII, 160-179) en s'appuyant sur des marchands chinois établis au Siam qui reçoivent en échange une titulature nobiliaire. Avec les troubles qui accompagnent les changements de dynastie (Thonburi, puis Bangkok), le Roi ne peut augmenter les taxes intérieures et le commerce devient sa principale ressource ; malgré les réticences des Qing, les missions royales siamoises se multiplient. La position des Chinois au Siam en sort donc renforcée (VIII, 160-179) : non seulement ils afferment les monopoles royaux et se lancent dans la production en développant les cultures d'exportation, mais ils prennent une place grandissante dans l'administration de Bangkok et des ports du sud du Siam.

De 1809 à 1833 le commerce sino-siamois est à son apogée (IX, 180-209) : comme la Couronne siamoise dispose de ressources en nature de plus en plus importantes en raison de l'extension de son influence dans la Péninsule, elle multiplie, pour les exploiter, les monopoles royaux dont les Chinois sont les bénéficiaires. L'ensemble du commerce chinois en Asie du sud-est représente alors en volume le triple de celui des Britanniques.

La quatrième période (1834-1853) est abordée au cours des deux derniers chapitres. L'afflux d'immigrants chinois au Siam (1/3 de la population au milieu du XIX^e s.) modifie la société (X, 210-241). La monétarisation casse la dichotomie sociale opposant bénéficiaires (*nai*) et redevables (*prai*) de la corvée ; en contribuant à moderniser l'économie siamoise, les Chinois construisent les structures qui permettent de résister à la pression britannique, et donc, de facto, à l'occidentalisation. L'essor économique entraîne celui des fermes fiscales qui deviennent la première ressource de la Couronne, et la mise en place d'un nouveau clientélisme liant fermiers et membres de la cour. A la compétition entre les différentes communautés chinoises répond celle des triades qui se lancent dans le trafic de l'opium jusqu'à sa légalisation par le roi Mongkut. Sous son règne (XI, 223-241), le commerce des jonques cède la place à celui de navires de type occidental. L'arrêt par le Siam de l'envoi du tribut en 1853 est suivi de la signature d'un premier traité avec les Britanniques, puis par la demande d'envoyer une ambassade de type occidental à Pékin : le Siam, joue son indépendance par l'affirmation symbolique de sa modernité.

Viraphol Sarasin a été le premier à démontrer comment la capitalisation d'un rituel pouvait contribuer au développement économique, et créer autour de la Couronne, par une osmose entre marchands chinois et aristocratie, la base sociale de la modernité. En qualifiant le souverain siamois de «roi marchand», il rapproche davantage la monarchie siamoise du sultanat malais que de sa référence culturelle, la monarchie khmère. L'on regrette toutefois que l'analyse quantitative des échanges ne soit pas plus développée, notamment pour évaluer le poids du commerce du tribut par rapport à celui des bateaux chinois et «siamois».

M-S de VIENNE

Alain Peyrefitte : L'Empire Immobile ou le choc des mondes. Fayard : 1989. 552 p. In-8°.

Ce volumineux ouvrage est consacré à l'analyse de la première ambassade britannique en Chine, celle de Lord Macartney, effectuée en 1793-94 dans les dernières années de règne de l'empereur Qianlong (dates de règne, 1736-1796). L'auteur fait la synthèse des principaux témoignages occidentaux relatifs à l'événement, ceux des Britanniques Aeneas Anderson *A narrative of the British Embassy to China*, John Barrow *Travels in China*, George Staunton, qui a rédigé le compte-rendu officiel *An historical account of the Embassy to the Emperor of China*, les notes inédites du page Thomas Staunton, du peintre Alexander, et de Macartney lui-même, le point de vue des jésuites (et notamment celui du P. Lamiot) etc..., témoignages qu'il met en parallèle avec les sources chinoises, conservées dans les archives inédites du Grand Conseil.

L'intérêt de ce travail réside dans l'explicitation du choc de deux cultures dont la commune vocation universelle ne peut qu'entraîner l'affrontement, cultures qui sont de surcroît entrées au cours du XVIII^e siècle dans des logiques économiques inverses. L'une, autour d'une Angleterre en expansion, fait de la richesse des nations (cf. Adam Smith) le fondement de la suprématie à laquelle elle prétend, l'autre, la Chine, en stagnation, assooit d'autant plus la pérennité impériale sur la maîtrise des rites que ses souverains, mandchous, et non pas chinois, sont en position d'usurpateurs. D'où une double méprise : pour Macartney, une ambassade établit une relation égalitaire entre deux souverains, pour Qianlong, la seule relation possible avec les étrangers est le tribut, c'est à dire le rapport inégalitaire de Barbare à Civilisé, où les présents matérialisent sur un mode symbolique la reconnaissance de la suprématie impériale. Si pour les Britanniques l'ambassade a pour finalité de faciliter le commerce, pour les Chinois elle reste un rituel de soumission (c'est la « livraison du tribut », cf. ch. 11) dont les retombées économiques, insignifiantes eu égard aux dimensions et à la richesse de l'Empire, sont à leurs yeux secondaires. Ce n'est que pour les pays tributaires que le tribut constitue un revenu sensible (notamment la vente de la cargaison hors tribut des navires, et la possibilité, pour les royaumes les plus proches de l'Empire, de multiplier trajets et chargements pendant que l'émissaire se rend à la capitale). Bien que Macartney cherche à se présenter en homme de sciences, en apportant les dernières innovations technologiques de l'Occident, il ne peut accéder au statut de lettré, qui seul compte dans la Chine impériale : à la différence de Kangxi, Qianlong, vieillissant, ne s'intéresse qu'à ce qu'il connaît (comme les automates) ; à ses yeux Macartney reste le représentant d'un pays lointain qui ne cherche qu'à commercer, ce qui le rend par définition méprisable.

Malentendu que traduit en termes rituels la controverse au sujet du *kotow* (salut à genoux où le front frappe le sol), que les ambassadeurs, comme tout un chacun, doivent accomplir à neuf reprises devant l'Empereur, et dont on fait à Macartney la démonstration dès son arrivée en Chine (ch. 8), à Tianjin (ch. 15), en chemin vers Pékin

(ch 18), jusqu'à l'incident culminant (après une semaine d'admonestations de la part des Chinois) de la courbette sans *kotow* (mais bien répétée neuf fois) effectuée devant toute la cour à Jehol le 14 septembre 1793, que les Chinois décident d'accepter pour faire repartir l'ambassade au plus vite, mais dont leurs sources refusent de garder la trace sacrilège. Quels que soient les contacts ultérieurs, et notamment avec le nouveau gouverneur de Canton, Changling, les Britanniques n'obtiendront aucune de leurs demandes, conformément à la réponse de Qianlong «*Quant à la requête formulée dans ton message, oh Roi, à savoir d'être autorisé à envoyer l'un de ses sujets à résider dans le Céleste Empire pour veiller au commerce de ton pays, elle n'est pas conforme aux rites du Céleste Empire et n'est donc pas recevable*» (p. 246). L'ambassade est donc un échec : dès que le naufrage rituel devient évident, la délégation est mise au secret ; le contact avec les Jésuites est dès lors rompu, comme le sera ultérieurement celui avec les commerçants de Ningpo et de Canton. Reprenant ce qu'il avait écrit en 1789 «*on ne reçoit des ambassades à la Chine qu'en tant qu'elles peuvent être envisagées comme des marques de soumission ou de respect*» (p. 329) le Père Amiot, mourant, conseille aux Britanniques d'envoyer chaque année une lettre et un vaisseau à l'Empereur, autrement dit de réintégrer la logique du tribut. Ce que ni les Britanniques, ni les autres Occidentaux n'accepteront, le contact Chine/Occident ne pouvant alors déboucher, en raison des différentiels technologiques, que sur la guerre et l'implosion sociale.

L'ouvrage s'organise en six grandes parties, dont les cinq premières (4-415) retranscrivent minutieusement, presque jour par jour, la chronique de l'expédition : l'aller (I), le voyage jusqu'à Jehol (II), l'audience officielle (III), le retour vers Canton (IV et V). La sixième partie constitue un rappel des relations sino-occidentales jusqu'à la révolution de 1911. Le récit s'articule en deux temps : échec diplomatique (39-253), le développement du malentendu jusqu'à la rencontre avec l'Empereur, échec commercial (258-409), jusqu'au départ de Chine. Il s'accompagne d'une biographie des personnages principaux (479-488), d'une riche (489-505) présentation thématique des sources et de la bibliographie, suivie des notes et d'un index, également thématique.

Plus qu'une analyse proprement dite, l'ouvrage propose une présentation chronologiquement ordonnée des sources, où, le plus souvent, c'est le point de vue britannique qui prime ; la vision des Chinois et l'analyse des faits n'interviennent qu'au détour du texte, par petites touches et au coup par coup. Le choix du genre «récit historique», et le rapport de 10 à 1 en terme de volume entre sources occidentales et sources chinoises explique ce relatif parti pris. Ce n'est qu'à la fin de l'ouvrage que l'auteur évoque les communautés chinoises d'outre-mer, par définition «mobiles», sans pour autant évoquer la dichotomie, à l'intérieur de l'Empire, entre le Nord et le sud, la côte et l'intérieur, la Chine de la bureaucratie et celle du négoce ; bref l'auteur fait davantage oeuvre d'occidentaliste que de sinologue.

Tel qu'il est, *L'Empire Immobile* demeure une source de première grandeur sur le moment où, en raison de l'inversion des logiques économiques, l'Occident dénonce la supériorité chinoise et les *Lettres édifiantes...* des Jésuites, refuse le *kotow*, avant de

légitimer l'aventure coloniale par le devoir moral de civiliser les indigènes. On se saurait trop en recommander la lecture à tous ceux que leur profession amène aujourd'hui à *négocier à la Chine* ; lato sensu, le contexte n'a pas changé et l'exigibilité des rites conserve tout son poids.

M-S de VIENNE

ZHOU Nanjing (sous la direction de) : *Dictionnaire des Chinois d'Outre-mer du Monde*. Editions de l'Université de Pékin : 1993.1025 p. In-4°.

Il s'agit d'un ouvrage collectif rédigé par des chercheurs de l'Université de Pékin, de l'Académie des Sciences Sociales, de l'Institut d'Etudes de l'Histoire des Chinois d'Outre-mer, et d'instituts étrangers spécialisés.

Présenté sous la forme d'un dictionnaire, l'ouvrage contient 7093 entrées (plus de 2 millions de caractères). Il comprend un répertoire biographique, ainsi qu'une série de notices présentant concernant les communautés chinoises d'outre-mer : localisation, histoire, archéologie, organisation communautaire (écoles, associations etc...), rôle politique, statut juridique (passé et présent), bibliographie, presse, titulature et fonctions, terminologie spécifique. Les annexes présentent une chronologie, un tableau statistique, et un tableau comparatif de la transcription de noms de lieux. L'ouvrage comprend un index thématique, et une courte présentation biographique des auteurs.

Le développement des «Quatre Dragons» - dont trois appartiennent au monde chinois, Hong-Kong, Taiwan et Singapour - et celui des pays de l'ASEAN attire de plus en plus l'attention sur les communautés chinoises, qui gèrent la majeure partie du secteur privé en Asie du Sud-Est. Ce dictionnaire répond donc à une demande de la part des entrepreneurs chinois et non-chinois. Compte tenu des problèmes posés par le manque de sources, les communautés chinoises fonctionnant comme de véritables boîtes noires, l'ouvrage présente un certain nombre de lacunes qui rendent les biographies de qualité inégale; les chercheurs occidentaux peuvent déplorer l'absence d'une transcription systématique (et d'un index) permettant de passer des noms chinois aux noms locaux transcrits en caractère latin (ce qui est particulièrement gênant pour les hongkongais, cf. Yue Kong Pao, qu'il faut chercher à Bao et non à Yue).

Signalons que la rédaction prévoit à terme de publier une *Encyclopédie des Chinois d'Outre-mer*, et que, tel qu'il se présente, l'ouvrage reste une base de données indispensable aux chercheurs travaillant sur les réseaux de pouvoir asiatiques.

YANG Baoyun
professeur à l'Université de Pékin